Régime de terreur sur les chantiers des *data centers*

Par **Mei-Ling McNamara**, **Ella Joyner** et **Pascal Hansens (Investigate Europe)**

Derrière cet eldorado, un réseau d'entreprises irlandaises aux pratiques parfois antisyndicales. Cadences infernales, entorses aux règles de sécurité et accidents dramatiques.

Sandu Dumitrescu s'en souvient comme si c'était hier. Le 6 mars dernier, cet électronicien s'apprête à quitter le chantier de construction d'un nouveau centre de données de Google sur le gigantesque campus de Saint-Ghislain, dans le Hainaut, lorsque son manager lui demande de mener une série de tests électriques à la dernière minute. Il a déjà travaillé près de 10 heures, dont neuf rémunérées, avance-t-il. Refuser n'est pas une option: «Des personnes ont été licenciées pour simplement avoir dit non», souffle le trentenaire.

D'après son témoignage, les consignes sont transmises à l'oral, ce qui est contraire au protocole en vigueur. Chercher un équipement de protection adapté aurait pris 15 minutes. Impossible. Il fallait aller au plus vite. Ses responsables lui assurent que les lignes ont été mises hors tension. Il entre dans le local électrique. Le premier test se déroule sans encombre. Au deuxième, un arc électrique le traverse de la tête aux pieds: 400 volts, 12.000 ampères en quelques millisecondes. «J'étais soudainement totalement aveugle», se souvient-il. Un collègue entend une détonation, puis les hurlements de Sandu. Selon un témoin, les responsables n'étaient plus présents au moment du drame. Plongé dans un coma artificiel pendant cinq jours, Sandu présente des brûlures sur 12% du corps, dont certaines au troisième degré. Après plusieurs greffes de peau, il ne retrouve que 70% de l'usage de son bras et de sa main droite. Réfugié chez lui, en Roumanie, il souffre aujourd'hui encore d'hypersensibilité à la lumière, au bruit et au toucher, ainsi que d'angoisse quotidienne et de flash-backs réguliers de l'accident.

A ces séquelles s'ajoutent plusieurs milliers d'euros de dettes. Père d'un jeune garçon, Sandu s'inquiète pour l'avenir financier de sa famille. Si Dornan Engineering, le sous-traitant principal du site, a pris



Une grande opacité entoure le projet de construction de centre de données à Farciennes, en Belgique.



KEVIN FAINGNAERT

«On n'a pas l'impression que le politique veuille vraiment lutter contre cette fraude sociale.»

en charge ses vols et ses frais d'hôtel, l'agence qui l'a recruté, Wanted, ne lui aurait pas remboursé les dépenses promises, lui laissant plusieurs milliers d'euros à sa charge alors qu'il est incapable de travailler.

«Il y a tellement de choses que beaucoup de gens ne comprennent pas»: Carlo Briscolini, secrétaire régional de la FGTB à Charleroi, dit avoir appris l'accident une semaine plus tard par le syndicat britannique Unite the Union. Selon lui, ni le Contrôle du bien-être au travail, ni la police, ni l'auditorat du travail n'ont été avertis le jour même, comme le prévoit la procédure en cas d'accident grave. Le SPF Emploi confirme avoir mené une enquête, qui n'a donné lieu à aucune poursuite judiciaire. L'auditorat du travail du Hainaut dit n'avoir trouvé aucun dossier sur cet accident.

La plus grande opacité entoure les deux projets de construction de *data centers* de Google en Belgique, les chantiers de Farciennes et de Saint-Ghislain, qui figurent parmi les plus importants chantiers du pays. Il est très difficile d'inspecter sur le terrain les conditions de travail, selon Carlo Briscolini. «Notre code de conduite des fournisseurs et nos contrats imposent à tous nos fournisseurs de respecter la législation locale du travail et de garantir des conditions de travail sûres et saines», assure un porte-parole de Google, précisant maintenir un dialogue régulier avec les syndicats et agir en toute transparence.

Selon le géant américain, l'employeur de Sandu a transmis aux autorités belges un rapport sur l'accident de mars 2026, avec la contribution de Google. Dornan Engineering, le sous-traitant principal irlandais, affirme pour sa part coopérer à l'enquête, avoir soutenu Sandu et sa famille et se dit pleinement engagé pour prévenir tout nouvel accident, et ce, dans le respect des lois et de la sécurité. Wanted, société de recrutement néerlandaise, rejette les accusations, **...**

… sans les commenter en détail: l'agence affirme que les faits décrits ne correspondent pas à ses pratiques d'employeur et rappelle répondre de ses responsabilités devant les autorités compétentes.

Un réseau irlandais au cœur du système

En Europe, il est question de plus de 2.300 *data centers*, avec 100 milliards d'euros d'investissements attendus d'ici à 2030. Un chantier pour construire un grand centre de données peut mobiliser 2.000 personnes et des centaines de sous-traitants. A l'échelle européenne, 250.000 personnes seraient employées sur ces projets. Mais malgré leur ampleur, ces chantiers restent opaques: clients anonymes, sous-traitants et intermédiaires peu visibles. L'enquête d'*Investigate Europe* menée dans sept pays (Belgique, Suède, Pays-Bas, Norvège, Italie, Danemark et Finlande) documente blessures, logements insalubres, impayés et abus de travailleurs souvent migrants. Elle met en outre au jour un réseau de sous-traitants irlandais, dominé par d'anciennes entreprises familiales devenues multinationales, comme Collen Construction, Mercury Engineering ou Winthrop Technologies, dont les chiffres d'affaires annuels tournent autour des cinq milliards d'euros. Elles mobilisent une cascade de sous-traitants, dont certains sont accusés de bafouer le droit du travail et les droits syndicaux.

En Suède, sur le vaste chantier de Microsoft près de Gävle où œuvre Collen, des ouvriers de BenBau Group, société d'origine irlandaise mais basée à Berlin, dénoncent les conditions de travail et notamment les logements insalubres (rats, chauffage défectueux, système de caméra-surveillance 24 h/24, promiscuité extrême, etc.). Après un cas de tuberculose, ils évoquent environ 10 contaminations possibles. Aucun foyer épidémique n'aurait été signalé aux autorités, si ce n'est un cas isolé déclaré au médecin local. Selon plusieurs témoins, une quarantaine d'ouvriers auraient été transférés au Danemark en toute discrétion. Durant la même période, la fédération syndicale danoise 3F Byggegruppen a confirmé l'arrivée d'une quarantaine d'ouvriers au Danemark.

«Des personnes ont été licenciées pour simplement avoir dit non.»



KEVIN FAINGNAERT

Au cœur des chantiers, un réseau de sous-traitants irlandais, dominé par d'anciennes entreprises familiales devenues multinationales.

«La méconnaissance du système suédois par les travailleurs migrants crée une sorte de zone de non-droit, dénonce Pelle Sunvisson, syndicaliste chez Solidariska Byggare. Certains ne touchent que 500 euros pour cinq mois de travail et subissent des violences physiques et verbales.» Entre 2021 et 2026, l'autorité suédoise chargée de l'environnement de travail a ouvert 50 dossiers concernant des chantiers de centres de données impliquant Microsoft et plusieurs entreprises de construction irlandaises. Les inspections révèlent de graves risques d'accident: collisions avec des engins, chutes dans des excavations et protections insuffisantes. En 2024, ces manquements ont entraîné l'arrêt immédiat d'un chantier de Collen.

Un «régime de terreur»

Avec l'essor des *data centers* dédiés à l'IA, la multiplication des chantiers et le resserrement des calendriers, les conditions de travail se dégradent, selon plusieurs ouvriers, principalement roumains, qui dénoncent un «régime de terreur». Selon eux, Collen Construction et BenBau auraient instauré un système de sanctions inspiré du monde sportif, fondé sur des cartons jaunes et rouges: interrogatoires, retenues sur salaire et possibles licenciements à la clé. Un programme baptisé «Good saves» obligerait chaque travailleur à dénoncer des infractions commises par ses collègues chaque semaine, sous peine potentielle de retenues sur salaire, rapportent-ils.

Sollicitée, Collen n'a pas répondu aux accusations, mais les juge «totalement contraires» à ses valeurs et assure veiller au respect des droits fondamentaux sur ses chantiers et dans sa chaîne

de sous-traitance. De son côté, BenBau affirme prendre «extrêmement au sérieux» le bien-être et la sécurité de ses employés et disposer de procédures strictes pour traiter tout problème interne. Sans répondre aux accusations précises des journalistes d'*Investigate Europe*, l'entreprise de construction et de génie civile assure disposer d'une convention collective en Suède et entretenir de bonnes relations avec les syndicats locaux. Peu avant la publication de cette enquête, le syndicat Solidariska Byggare a obtenu toutefois un accord historique de 1,3 million d'euros avec BenBau pour 78 ouvriers roumains du chantier de Microsoft à Gävle. De son côté, Microsoft assure veiller au respect du droit du travail suédois et imposer à ses sous-traitants des exigences strictes en matière de sécurité, de conditions de travail et de droits syndicaux.

Des témoignages ont été récoltés sur un chantier de centre de données de Microsoft à Schiphol-Rijk, aux Pays-Bas, impliquant l'entreprise irlandaise Winthrop. Pyotr Zaitsev, ouvrier expérimenté, a partagé ses inquiétudes quant au respect des normes de sécurité du travail, mais aussi à la cadence générale et à l'effort demandé aux travailleurs. Après 18 mois chez Winthrop, il explique ainsi avoir été mis sous une telle pression croissante qu'il a fini en «burnout sévère» et a été mis en arrêt de travail dès 2023.

En 2021, il raconte s'être évanoui sur un chantier à la suite d'un surmenage. La semaine suivante, il a informé les ressources humaines de son passage à l'hôpital. De son côté, Winthrop affirme n'avoir aucune trace de cet incident, soulignant que sa politique impose que tout événement de ce type soit signalé, fasse l'objet d'une enquête et soit consigné de manière exhaustive. L'entreprise soutient, par ailleurs, que l'arrêt de travail de Pyotr, entamé en 2023, fait suite à un accident sans lien avec son activité professionnelle, survenu en dehors de son lieu de travail.

Quid de la Belgique?

L'accès aux chantiers de Google et à leurs travailleurs reste très difficile, selon Carlo Briscolini, qui affirme que même des représentants syndicaux munis d'une carte d'accès se sont vu refuser l'entrée à plusieurs reprises. «Jamais de toute ma carrière, je n'avais rencontré ce problème.» Une fois, lors d'une action sur le site en 2019, ils ont pu entrer, après avoir menacé d'appeler la police. L'année passée, ils ont attendu trois heures avant de pouvoir entrer avec des consignes très strictes. «Nous devions garder nos téléphones dans nos poches. Nous ne pouvions pas parler aux gens», affirme-t-il. Il dénonce aussi le recours croissant à des chaînes de sous-traitance extrêmement longues et aux faux indépendants.

Sur le site de Google à Saint-Ghislain, quelque 600 badges de travailleurs non déclarés ont été désactivés lors de contrôles entre 2018 et 2019, entraînant environ trois millions d'euros d'amendes et de régularisations, selon la RTBF. Pour James McCabe, représentant du puissant syndicat britannico-irlandais Unite the Union, cette opacité touche tous les chantiers de *data centers* visités en Europe: syndicats tenus à l'écart, ouvriers inaccessibles et manque d'informations. A l'échelon européen, les contrôles restent limités. L'Autorité européenne du travail ne compte que 140 agents pour 10 millions de travailleurs mobiles et ne dispose d'aucun pouvoir propre d'inspection ou de sanction.

En Belgique, les services d'inspection, la police et la justice manquent de moyens pour enrayer cette fraude, dénonce Carlo Briscolini. «On n'a pas l'impression que le politique veuille vraiment lutter contre cette fraude sociale typique du secteur de la construction», fustige le syndicaliste. Dans son viseur: les cascades de sous-traitance, qui diluent les responsabilités et permettent aux grands donneurs d'ordre de se défausser. Le tout dans une relative impunité: «Les sanctions prévues sont largement sous-proportionnées par rapport aux profits générés par ces pratiques frauduleuses et restent, dès lors, insuffisamment dissuasives.» L'UE prévoit une initiative législative début décembre pour mieux encadrer la sous-traitance dans les secteurs à risque. La vice-présidente de la Commission, Roxana Mînzatu, a confié vouloir défendre un principe de responsabilité solidaire des donneurs d'ordre et des sous-traitants, sans toutefois vouloir limiter la longueur des chaînes de sous-traitance.

Cette proposition n'est qu'un début et la bataille législative pourrait durer des années. Une éternité pour Sandu et tant d'autres ouvriers, prisonniers des méandres administratifs et judiciaires européens. ●

(1) Les noms ont été modifiés pour préserver l'anonymat.

En Europe, les accidents s'accumulent

Chutes, électrocutions, accidents mortels: les chantiers de centre de données européens ont été le théâtre de plusieurs accidents graves ces deux dernières années. Au Royaume-Uni, un sous-traitant a trouvé la mort en 2025 sur le chantier d'un *data center* à 1,6 milliard d'euros, géré par Mace Construction. En 2024, un autre ouvrier d'une vingtaine d'années est décédé sur le chantier d'une sous-station électrique liée à un projet de Microsoft à Londres. En Italie, un ouvrier roumain a été grièvement blessé en 2024 dans un *data center* de STACK. Sa tête aurait heurté un câble sous tension, provoquant une décharge de 380 volts et de graves brûlures au visage et à la tête. En Suède, le 7 août, sur le chantier de Microsoft à Gävle, un bloc de béton de 1,5 tonne a basculé sur la jambe d'un conducteur de chariot élévateur lors de son déchargement, provoquant une double fracture nécessitant une opération. Plus tôt ce mois-ci, un autre ouvrier a été grièvement blessé après une chute d'échelle sur le même chantier. En Norvège, un électricien roumain a chuté de quatre mètres en 2024 dans un *data center* de Green Mountain, après la rupture d'une structure de plafond mal sécurisée. Victime d'une fracture du talon et incapable de travailler pendant 18 mois, il a découvert que son employeur sous-traitant ne l'avait pas déclaré à l'assurance. Après des révélations dans la presse, Green Mountain a décidé de payer ses frais d'hospitalisation, tout en déclinant toute responsabilité. En Allemagne, un ouvrier a été tué l'an dernier sur un chantier d'Equinix à Francfort, heurté par un lourd tuyau métallique alors qu'il effectuait des travaux de soudure. Un deuxième travailleur a été électrocuté par un arc électrique sur un autre chantier de la ville, selon des informations transmises à la coopérative européenne de journalistes *Investigate Europe* par l'organisme légal d'assurance contre les accidents du travail.